

Unité Interdépartementale 39-71
1 rue Georges Feydeau
CS 20105
71321 Chalon-sur-saône

Chalon-sur-saône, le 12/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ESKA

Route nationale 13
39700 Évans

Références : MP/CS/2025/C_173
Code AIOT : 0005902063

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2025 dans l'établissement ESKA implanté Route nationale 13 39700 Évans. L'inspection a été annoncée le 19/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre d'une action nationale ayant pour objectif de lutter contre les trafics illégaux de déchet notamment par le déploiement de la filière REP (Responsabilité Elargie des Producteurs) auprès des centres VHU (Véhicules Hors d'Usage). L'inspection permet également de vérifier des points de traçabilité des déchets dans le cadre d'une action à portée régionale.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ESKA

- Route nationale 13 39700 Évang
- Code AIOT : 0005902063
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site d'Évang est spécialisé dans le tri, transit, regroupement de déchets principalement métalliques, notamment des Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (DEEE). Il dispose également d'un contrat avec l'éco-organisme "Recycler Mon Véhicule" pour l'entreposage, la dépollution et le démontage de Véhicules Hors d'Usage (VHU).

Thèmes de l'inspection :

- AN25 VHU
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Registre des VHU	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art. 44	Demande d'action corrective	1 mois
6	Conformité des bordereaux de suivi de déchets	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R541-45	Demande d'action corrective	1 mois
9	Opérations préalables de dépollution	Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe 1.1	Demande d'action corrective	3 mois
17	Etanchéité des sols	Arrêté Préfectoral du 20/07/2007, article 5.1.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Obligation de contractualisation	Code de l'environnement du 01/01/2024, article L. 541-10-26	Sans objet
2	Obligation de reprise sans frais	Code de l'environnement du 02/12/2022, article R. 543-155 (II)	Sans objet
4	Remise des VHU traités à un broyeur ou autre centre VHU agréé	Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe 1.4	Sans objet
5	Bordereau de	Arrêté Ministériel du 02/05/2012,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	suivi (carcasses, tonnages)	article Annexe 1.13	
7	Vérification de la conformité de l'installation	Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe 1.15	Sans objet
8	Taux de réutilisation et recyclage minimum des matériaux issus des VHU	Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe 1.11	Sans objet
10	Composants métalliques, verres, plastiques extraits des véhicules	Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe 1.2	Sans objet
11	Etat des stocks	Arrêté Préfectoral du 20/07/2007, article 1.2.2	Sans objet
12	Entreposage des VHU avant dépollution	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art 41	Sans objet
13	Dépollution, démontage, découpage	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art 42	Sans objet
14	Gestion des batteries	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art 41	Sans objet
15	Entreposage des pièces et fluides	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art 41	Sans objet
16	Empilement des véhicules dépollués	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art 41	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que la gestion des VHU par le site ESKA d'Evans respectait bien ses obligations de contractualisation avec un éco-organisme. Certains points de traçabilité des déchets doivent être améliorés comme la déclaration dans Trackdéchets des bordereaux de suivi des déchets dangereux (BSD) portant sur des véhicules hors d'usage non dépollués entrant sur le site.

Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté que les sols apparaissaient comme fortement dégradés au niveau de la zone chalumistes, l'exploitant doit donc s'assurer de l'étanchéité de la zone et du bon écoulement des eaux météoriques afin d'éviter tout risque de pollution.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Obligation de contractualisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article L. 541-10-26
Thème(s) : Actions nationales 2025, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)
Prescription contrôlée : I.-Les opérateurs de gestion de déchets ne peuvent procéder aux opérations de gestion des véhicules hors d'usage suivantes que s'ils ont passé des contrats en vue de cette gestion avec les éco-organismes ou les systèmes individuels créés en application de l'article L. 541-10 : 1° La reprise sur le territoire national des véhicules hors d'usage ; 2° La dépollution des véhicules ; 3° Le traitement des déchets dangereux issus des véhicules.
Constats : Dans le cadre de la préparation de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis à l'inspection par courriel en date du 26 septembre 2025 le contrat établi entre l'éco-organisme Recycler Mon Véhicule (RMV) et l'entreprise Derichebourg Environnement. Ce contrat couvre le site ESKA d'Evans. L'exploitant a également transmis par courriel du 07 novembre 2025 (dans le cadre de l'inspection d'un autre site du groupe) l'accord de partenariat 2025/2029 avec le groupe Volkswagen Group France, signé le 06 juin 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Obligation de reprise sans frais

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/12/2022, article R. 543-155 (II)
Thème(s) : Actions nationales 2025, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)
Prescription contrôlée : Les centres VHU réceptionnent sans frais dans leurs installations les VHU qui leur sont remis ou cédés par leur détenteur, y compris le cas échéant un collecteur, quel que soit le producteur, ainsi que ceux relevant des articles L. 541-21-3, L. 541-21-4 et L. 541-21-5 et ceux livrés à la destruction en application des articles L. 325-7 et L. 325-8 du code de la route
Constats : L'exploitant indique qu'il achète tous les véhicules.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Registre des VHU

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art. 44
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité déchets

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés pour chaque véhicule terrestre hors d'usage reçu les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception du véhicule terrestre hors d'usage, la quantité de tonnes ou m³, la raison sociale et le SIRET de l'expéditeur, le code de traitement prévu = DATE MOUVEMENT ? - le cas échéant, l'immatriculation du véhicule terrestre hors d'usage = OU ? ; - le nom et l'adresse de la personne expéditrice du véhicule terrestre hors d'usage ; - la date de dépollution du véhicule terrestre hors d'usage = OU ? ; - la nature et la quantité des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage = OU ? ; - le nom et l'adresse des installations de traitement des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage = OU ? ; - la date d'expédition du véhicule terrestre hors d'usage dépollué = OU ? ; - le nom et l'adresse de l'installation de traitement du véhicule terrestre hors d'usage dépollué = OU ?.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection interroge l'exploitant quant aux données concernant les VHU à dépolluer entrant sur le site. Ces données sont en effet différentes sur le registre transmis, la déclaration SYDEREP et la déclaration GERE. L'exploitant répond qu'il suit les mouvements (entrées, stocks et sorties) grâce à un logiciel groupe : AS-400. Il indique que le registre 2024 transmis par courriel du 26 septembre 2025 ne prend pas en compte le registre de police dans lequel sont renseignés la majorité des véhicules à dépolluer. Les deux registres ne peuvent être extraits que séparément. Concernant l'écart entre SYDEREP et GERE, la différence vient des véhicules supérieurs à 3,5 t ainsi que des remorques et caravanes qui ne sont pas déclarés sous SYDEREP. L'inspection interroge l'exploitant sur l'absence dans le registre de colonne « numéro de BSD ». L'exploitant indique qu'il s'agit de la colonne «numéro de formulaire». Mais après vérification, cette colonne intègre des numéros internes de commande. Aussi l'absence de numéro de BSD dans le registre des déchets constitue une non conformité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les numéros de BSD doivent être renseignés dans les registre des déchets.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Remise des VHU traités à un broyeur ou autre centre VHU agréé

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe 1.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant du centre VHU est tenu de ne remettre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les véhicules hors d'usage traités préalablement dans ses installations, qu'à un broyeur agréé ou, sous sa responsabilité, à un autre centre VHU agréé ou à toute autre installation de traitement

<p>autorisée à cet effet dans un autre état membre de l'Union européenne ou dans un autre état, dès lors que le transfert de ces déchets hors du territoire national est réalisé conformément aux dispositions du règlement (CE) n°1013/2006 du parlement européen et du conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ;</p> <p>- les déchets issus du traitement des véhicules hors d'usage qu'à des installations respectant les dispositions de l'article R. 543-161 du code de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Selon les informations consultées dans SYDEREP, en 2024 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 893 carcasses ont été envoyées chez TRENTETROIS à Amnéville (57360) ; - 1 046 carcasses ont été envoyées chez ESKA à Franois (25770). <p>Ces deux établissements sont bien autorisés pour le broyage des véhicules dépollués.</p> <p>L'exploitant précise que, à partir de 2025, l'ensemble des VHU dépollués sont envoyés pour broyage à ESKA Franois.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Bordereau de suivi (carcasses, tonnages)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe 1.13</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant du centre VHU est tenu d'assurer la traçabilité des véhicules hors d'usage, notamment en établissant en trois exemplaires, un bordereau de suivi mentionnant les numéros d'ordre des carcasses de véhicules hors d'usage correspondants aux numéros se trouvant dans le livre de police, ainsi que les tonnages associés (modèle en annexe III du présent arrêté). Un exemplaire du bordereau est conservé par le centre VHU, les deux autres exemplaires étant envoyés au broyeur avec le ou les lot(s) de véhicules hors d'usage préalablement traités correspondants.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le registre de police a été présenté à l'inspection via le logiciel AS-400. Par sondage, il a été demandé à l'exploitant de présenter les bordereaux correspondant à un véhicule déposé par une entreprise et un autre déposé par un particulier. Ce contrôle n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Conformité des bordereaux de suivi de déchets

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2021, article R541-45</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Traçabilité déchets dangereux – Trackéchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".</p> <p>Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de</p>

<p>petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p> <p>(...)</p> <p>Sont également exclues de ces dispositions les personnes qui remettent des déchets mentionnés au premier alinéa de l'article R. 541-42 à un producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place un système individuel de collecte et de traitement de ces déchets en application de l'article L. 541-10, ou à un éco-organisme mis en place en application de l'article L. 451-10 qui pourvoit à la gestion de ces déchets en application du II du même article. Dans ce cas, le bordereau est émis par le producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place le système individuel, ou par l'éco-organisme.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant explique que Trackdéchets est complété en parallèle de l'outil AS-400 par les agents gérant le pont-basculé. Il y a actuellement une double saisie, mais une évolution du logiciel est prévue afin d'éviter la double saisie, cette évolution dépend du groupe.</p> <p>L'inspection constate que les VHU à dépolluer entrant sur le site ne sont pas renseignés sur Trackdéchets (quelques exceptions), ce qui constitue une non conformité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit créer des BSD sous Trackdéchets pour l'ensemble des VHU non dépollués apportés sur le site, à l'exception de ceux déposés par des particuliers.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 7 : Vérification de la conformité de l'installation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe 1.15</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant du centre VHU fait procéder chaque année à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions du cahier des charges annexé à son agrément par un organisme tiers accrédité</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le cadre de la préparation de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis à l'inspection par courriel en date du 07 novembre 2025 les rapports de vérification du centre VHU et du broyeur, réalisés par AB Certification et datés tous deux du 07 novembre 2025 suite à l'audit du 22 mai 2025. Ce rapport ne relève aucune non conformité.</p>

Lors de la visite, l'exploitant a présenté l'attestation d'accréditation de l'entreprise AB Certification qui court du 08 avril 2025 au 30 juin 2028.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Taux de réutilisation et recyclage minimum des matériaux issus des VHU

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe 1.11

Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité déchets

Prescription contrôlée :

L'exploitant du centre VHU est tenu de justifier de l'atteinte d'un taux de réutilisation et de recyclage minimum des matériaux issus des véhicules hors d'usage, en dehors des métaux, des batteries et des fluides issus des opérations de dépollution, de 3,5 % de la masse moyenne des véhicules et d'un taux de réutilisation et de valorisation minimum de 5 % de la masse moyenne des véhicules, y compris par le biais d'une coopération avec d'autres centres VHU agréés.

Constats :

Selon les informations relevées dans SYDEREP, l'établissement atteint les résultats suivants :

- taux de réutilisation et recyclage : 4,12 % ;
- taux de réutilisation et de valorisation : 5,02 %.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Opérations préalables de dépollution

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe 1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité déchets

Prescription contrôlée :

1° Les opérations de dépollution suivantes sont réalisées avant tout autre traitement du véhicule hors d'usage :

- les batteries, les pots catalytiques et les réservoirs de gaz liquéfiés sont retirés ;
- les éléments filtrants contenant des fluides, comme, par exemple, les filtres à huiles et les filtres à carburants, sont retirés à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation du moteur ;
- les composants susceptibles d'exploser, y compris les airbags et les prétensionneurs sont retirés ou neutralisés ;
- les carburants, les huiles de carters, les huiles de transmission, les huiles de boîtes de vitesse, les huiles hydrauliques, les liquides de refroidissement, les liquides antigel et les liquides de freins ainsi que tout autre fluide présent dans le véhicule hors d'usage sont retirés, et stockés séparément le cas échéant, notamment en vue d'être collectés, à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation des parties de véhicule concernées ;
- le retrait, la récupération et le stockage de l'intégralité des fluides frigorigènes sont obligatoires en vue de leur traitement ;
- les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont retirés suivant les indications fournies par les constructeurs automobiles sur la localisation de ces équipements dans les modèles de véhicules concernés de leurs marques ;
- les composants recensés comme contenant du mercure sont retirés suivant les indications

fournies par les constructeurs automobiles sur la localisation de ces équipements dans les modèles de véhicules concernés de leurs marques ;
- les pneumatiques sont démontés de manière à préserver leur potentiel de réutilisation ou de valorisation.

Constats :

L'exploitant explique que l'ensemble des opérations prévues sont effectuées, à l'exception de la neutralisation des équipements susceptibles d'exploser. En effet, il relève que le déclenchement des airbags engendre un risque pour son personnel. Aussi les airbags sont déclenchés lors du broyage du véhicule. **L'absence de neutralisation des airbags lors de la dépollution constitue une non conformité.**

En l'absence de dépollution complète du VHU, celui-ci demeure un VHU pollué et donc un déchet dangereux, de fait :

- le suivi de celui-ci doit obligatoirement se faire via Trackdéchets ;
- le broyage de celui-ci ne peut être effectué qu'au sein d'une installation autorisée au titre de la rubrique 2790 de la nomenclature des installations classées.

Après chaque campagne de dépollution, l'opérateur remplit une fiche de dépollution où on retrouve : la liste des véhicules dépollués pendant la campagne et les quantités de fluides extraits.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit retirer ou neutraliser les équipements susceptibles d'exploser dans le cadre de la dépollution des véhicules.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Composants métalliques, verres, plastiques extraits des véhicules

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe 1.2

Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité déchets

Prescription contrôlée :

Les éléments suivants sont extraits du véhicule :

- composants métalliques contenant du cuivre, de l'aluminium, du magnésium sauf si le centre VHU peut justifier que ces composants sont séparés du véhicule par un autre centre VHU ou un broyeur agréé ;
- composants volumineux en matière plastique (pare-chocs, tableaux de bord, récipients de fluides, etc.), sauf si le centre VHU peut justifier que ces composants sont séparés du véhicule par un autre centre VHU ou un broyeur agréé de manière à pouvoir réellement être recyclés en tant que matériaux ;
- verre, sauf si le centre VHU peut justifier qu'il est séparé du véhicule par un autre centre VHU, en totalité à partir du 1^{er} juillet 2013.

Constats :

L'exploitant indique retirer les pare-chocs, les pneus et les pare-brises. Il précise que, pour les véhicules trop dégradés, certains de ces éléments ne peuvent pas être retirés. Il précise que les tableaux de bord ne sont pas retirés, mais que ces éléments sont séparés lors du broyage. L'exploitant appuie son propos sur les statistiques déclarées sur Syderep pour le broyeur ESKA à Franois, montrant bien qu'une partie au moins des verres et plastiques est séparée lors du broyage.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2007, article 1.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des capacités de stockage

Prescription contrôlée :

[...]

Les capacités maximales de stockage et de tonnage traités seront les suivantes :

Activités	Tonnage mensuel maximum traité (Tonnes)	Capacité de stockage maximale sur le site (Tonnes)
Ferrailles et métaux	4500	900
Métaux non ferreux	400	80
Batteries au plomb	200	50
Déchets banals (DND)	100	40
VHU	150	30

Constats :

L'exploitant explique que l'état des stocks mis à jour chaque soir avec renseignement manuel pour les traitements internes : Pendant l'inspection, il fournit l'état des stocks en temps réel :

- 12,58 t de batteries ;
- 15 t de VHU incomplets ;
- 1,1 tonnes de roues entières (celles-ci seront déjantées sur le site ESKA de Franois) ;
- 1,7 t de verre de pare-brise ;
- 893 kg de fluides (huiles, filtres) ;
- 200 t de ferrailles ;
- - 2 t de non ferreux : l'exploitant indique que cette quantité négative est liée à un départ du site, le stock doit donc être rééquilibré au niveau informatique.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Entreposage des VHU avant dépollution

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art 41
Thème(s) : Risques chroniques, Visite terrain
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution :</p> <p>Les véhicules accidentés ou présentant un risque d'incendie, entiers ou non, sont entreposés dans une zone de stockage temporaire jusqu'au retrait des batteries de puissance et des batteries de démarrage, d'éclairage et d'allumage. Les autres véhicules ne peuvent être entreposés dans une zone de stockage temporaire.</p> <p>L'empilement des véhicules terrestres hors d'usage est interdit, sauf s'il est utilisé des étagères à glissières superposées (type rack).</p> <p>Les véhicules terrestres hors d'usage non dépollués ne sont pas entreposés plus de six mois.</p> <p>[...]</p> <p>La zone d'entreposage est distante d'au moins 4 mètres des autres zones de l'installation. Elle est imperméable et munie de dispositif de rétention.</p> <p>La zone d'entreposage des véhicules accidentés en attente d'expertise est une zone spécifique et identifiable. Elle est imperméable et munie de rétentions.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'inspection n'a pas constaté la présence de véhicule à dépolluer.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Dépollution, démontage, découpage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art 42
Thème(s) : Risques chroniques, Visite terrain
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dépollution, démontage et découpage.</p> <p>L'aire de dépollution est aérée et ventilée et abritée des intempéries ...</p> <p>II. Opérations après dépollution :</p> <p>L'aire dédiée aux activités de cisailage et de pressage sont distantes des autres aires d'au moins 4 mètres. Ces opérations ne s'effectuent que sur des véhicules dépollués.</p> <p>Le sol de ces aires est imperméable et muni de rétention.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'aire de dépollution consiste en un conteneur mobile de dépollution couvert et fermé. Celui-ci est équipé de rétention et, lors de l'ouverture du conteneur (nécessaire à l'activité), la paroi latérale se positionne au-dessus de la station, permettant ainsi à la fois une protection contre les intempéries et une bonne aération de la zone.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Gestion des batteries

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art 41
Thème(s) : Risques chroniques, Visite terrain
Prescription contrôlée : I. Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution : [...] L'opération d'enlèvement de la batterie est réalisée selon les modalités suivantes : <ul style="list-style-type: none">- pour tous les véhicules hors d'usage, la batterie de démarrage, d'éclairage et d'allumage est déconnectée dès réception du véhicule hors d'usage puis enlevée dudit véhicule hors d'usage dans le premier mois de son entreposage ;- un contrôle de sécurité des batteries de puissance est réalisé immédiatement par du personnel habilité, puis celle-ci est enlevée dudit véhicule hors d'usage dans le premier mois de son entreposage ;- pour les véhicules hors d'usage accidentés :<ul style="list-style-type: none">- les batteries de démarrage, d'éclairage et d'allumage et les batteries de puissance sont retirées avant la fin du premier jour ouvré suivant la réception, sauf si le démontage de la batterie est impossible en moins de quatre heures ;- après enlèvement, les batteries issues de ces véhicules hors d'usage sont stockées séparément des autres batteries. [...]
Constats : L'exploitant confirme que la première opération de dépollution effectuée consiste à retirer les batteries.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Entreposage des pièces et fluides

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art 41
Thème(s) : Risques chroniques, Visite terrain
Prescription contrôlée : III. Entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules terrestres hors d'usage : Toutes les pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules sont entreposés à l'abri des intempéries. Les conteneurs réceptionnant des fluides extraits des véhicules terrestres hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydraulique, liquide de refroidissement...) sont entièrement fermés, étanches et munis de dispositif de rétention. Les pièces grasses extraites des véhicules (boîtes de vitesses, moteurs...) sont entreposées dans des conteneurs étanches ou contenues dans des emballages étanches. Les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs spécifiques fermés et étanches, munis de rétention. Les batteries sont entreposées dans des conteneurs ou locaux spécifiques, fermés, conçus de

<p>manière à empêcher l'entrée d'eau, et munis de rétention. Pour les batteries contenant du lithium, ces conteneurs ou locaux présentent une résistance au feu au moins R60.</p> <p>Les batteries sont collectées à une fréquence proportionnée au regard du volume et du risque. Dans tous les cas, le stockage des batteries sur le site n'excède pas six mois.</p> <p>Les pièces ou fluides ne sont pas entreposés plus de six mois sur l'installation.</p> <p>L'installation dispose de produit absorbant en cas de déversement accidentel.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site ne récupère pas les pièces des véhicules après dépollution.</p> <p>Les fluides sont stockés dans des contenants étanches associés au conteneur mobile de dépollution.</p> <p>Les pièces grasses étaient également entreposées dans des bennes étanches.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 16 : Empilement des véhicules dépollués

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art 41</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Visite terrain</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV. Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage après dépollution :</p> <p>Les véhicules dépollués peuvent être empilés dans des conditions à prévenir les risques d'incendie et d'éboulement. La hauteur ne dépasse pas 3 mètres.</p> <p>Une zone accessible au public peut être aménagée pour permettre le démontage de pièces sur les véhicules dépollués. Dans cette zone, les véhicules ne sont pas superposés. Le démontage s'opère pendant les heures d'ouverture de l'installation. Des équipements de protection adéquates (gants, lunettes, chaussures...) sont mis à la disposition du public.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection n'a pas constaté d'empilement de véhicules dépollués.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 17 : Etanchéité des sols

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2007, article 5.1.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Protection contre la pollution</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets et résidus produits en attente d'évacuation, entreposés dans l'établissement, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>En particulier, les stockages de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.</p>

<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté que le sol étanche apparaissait fortement dégradé au niveau de la zone chalumistes.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit justifier la bonne étanchéité des sols et du bon écoulement des eaux météoriques, notamment au niveau de la zone chalumistes. Le cas échéant, une réfection devra être programmée.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>